

Un CPN rétréci

En fait de « CPN élargi », il n'y a pas eu plus de participant-e-s qu'à un CPN normal. Au-delà d'une date tardive, la question des élections de 2014 n'est pas la priorité des camarades, et on les comprend ! D'autant que l'essentiel des débats avait eu lieu au CPN précédent, fin mai...

La majorité du CE a voulu restreindre aussi le contenu politique du CPN en tentant d'empêcher l'ajout d'un débat sur la situation, pourtant marquée par une passionnante actualité internationale (Turquie, Brésil, Égypte...), par la montée de l'extrême droite et par la nécessité de préparer la bataille contre la « réforme » des retraites. Une majorité du CPN a heureusement voté pour qu'on en discute, mais personne n'a suivi notre proposition d'élaborer au moins une motion sur les retraites. Cela aurait pourtant permis de se mettre en ordre de bataille sans attendre la « journée d'action » que les directions syndicales ont fini par convoquer après avoir participé à la « conférence sociale ». Cette date du 10/09 n'est pas conçue comme le point de départ d'une mobilisation d'ensemble pour battre le gouvernement, mais comme la réactivation de la stratégie qui nous a fait perdre en 2010. Il est crucial que nous la préparions non seulement pour en assurer le succès afin de donner confiance aux collègues, mais surtout en défendant un objectif clair : pour gagner, la seule solution est de construire l'auto-organisation et la grève dans nos lieux de travail et au niveau interpro, de combattre dans nos syndicats pour imposer aux directions l'abandon de la stratégie des « journées saute-mouton » et l'appel à la grève générale.

Même sur les élections, le débat a été rabougri. Beaucoup de camarades X mais aussi Y ont prétendu que le NPA disparaîtrait de la scène politique s'il ne se présentait pas aux européennes... Une fois de plus, on nous fait croire que la seule façon d'exister pour le NPA serait de participer aux élections !

Pour les municipales, la majorité a continué de jouer à cache-cache : pas d'accord national avec le FdG, mais pas non plus de critères programmatiques clairs pour l'acceptation d'accords locaux ; pas de soutien aux listes PS, mais refus de s'engager à ne pas appeler à voter pour lui au second tour, ni même à ne pas faire de fusions soi-disant « techniques ». Quant aux européennes, on note que l'idée de rupture avec l'UE est présente, mais elle reste abstraite car le texte ne dit rien du « comment » ; or il faudrait selon nous dire clairement que seul un gouvernement des travailleurs pourrait réaliser une rupture anticapitaliste avec l'UE et l'euro, tout en œuvrant à construire une Europe socialiste.

Nous sommes favorables à la participation électorale quand elle nous permet de défendre nos idées avec une audience de masse... donc pas à n'importe quel prix. Nous sommes pour nous présenter avec LO, ce qui permettrait de partager l'effort financier et surtout de faire apparaître un pôle anticapitaliste face aux réformistes, en commençant par les luttes de l'automne. Sinon, nous avons dit notre scepticisme face à la campagne « 1 million », qui nous semble au-delà de nos forces, sauf à ne faire que cela durant un an... Prenant acte de l'avis majoritaire, nous avons cependant voté la motion financière afin que l'expérience soit menée collectivement et qu'on en tire le bilan étape par étape, en tenant compte aussi de l'évolution de la situation politique.

F, L, L, R, S (PZ/Tendance CLAIRE)